
PREMIER LIVRE D'IBON SUR LE CHANGEMENT DU SYSTÈME:
**CAPITALISME MONOPOLISTE
ET CRISE ÉCOLOGIQUE**

IBON International



ISBN 978-971-9657-05-7

Copyright

© IBON International 2012

Certains droits réservés

IBON International détient les droits de cette publication. La publication peut être citée en partie tant qu'IBON est clairement stipulé comme la source et qu'on fournisse à IBON une copie du travail final où les citations et les références apparaissent.

IBON International est la division internationale de la Fondation IBON, Inc. En tant qu'ONG internationale, la Fondation IBON répond aux exigences internationales et fournit un soutien dans la recherche et l'éducation des mouvements de personnes ainsi que de l'émancipation et le plaidoyer de base et les relie avec des initiatives et des réseaux internationaux.

IBON International initie et met en place des programmes internationaux, développe et accueille des réseaux internationaux, initie et participe à des campagnes de plaidoyer internationales, et établit des bureaux régionaux et nationaux dans les cas où c'est nécessaire et approprié.



IBON International
3er Piso, IBON Center
114 Timog Avenue, Quezon City
Filipinas, 1103.

Téléphone: +632 9277060 to 62 ext. 202

Fax: +632 9276981

Site web: www.iboninternational.org

Email: international@ibon.org

Crédit photo:

Kris Krüg (kriskrug.com, [flickr.com/photos/kk/](https://www.flickr.com/photos/kk/))

William N. ([flickr.com/photos/three27/](https://www.flickr.com/photos/three27/))

Ray Witlin / World Bank ([flickr.com/photos/worldbank/](https://www.flickr.com/photos/worldbank/))

Commission de développement durable du Royaume-Uni

Table des matières

PARTIE 1	
Nature, société humaine et capitalisme mondial	1
PARTIE 2	
Changer le système pour résoudre la crise mondiale	20
PARTIE 3	
Rôle clé des mouvements sociaux dans le changement du système	35

PARTIE 1

Nature, société humaine et capitalisme mondial

On est de plus en plus conscients que la crise écologique mondiale s'empire rapidement et que l'activité économique humaine en est la principale responsable. Cette conscience mène vers une reconnaissance toujours plus croissante du besoin – et de l'urgence – de changements profonds et systémiques de la société.

Certaines propositions sérieuses pour le changement se sont, dans une certaine mesure, généralisées. Ceux-ci comprennent le changement de style de vie et de modèles de consommation qui semblent immédiatement assez faisables et viables au niveau des ménages et des communautés, mais pas par l'économie entière et les gouvernements. Par exemple, utiliser plus le vélo que les voitures et acheter seulement de la nourriture biologique ; se diriger vers des techniques de production économes en énergie et plus écologiques ; réformer les politiques économiques pour stimuler les technologies propres ; et adopter de nouveaux indicateurs pour mesurer le progrès de la société et le bien-être.

Cependant, avant que ces propositions soient adoptées et considérées comme les solutions ultimes de la crise écologique, il doit y avoir en premier lieu une compréhension profonde de ses causes originelles. Ceci requiert un regard plus proche sur les fausses notions et les fausses solutions qui peuvent diluer ou même déformer la compréhension des gens de la crise et du besoin d'un changement systémique.

A. Quelles sont les idées erronées sur la crise écologique et ses fausses solutions?

1. Surpopulation

IDEE ERRONEE : La croissance de la population, en particulier dans le Sud, cause un désastre écologique. La taille de la population doit dès lors être contrôlée pour réduire l'impact humain sur l'environnement.

Premièrement, les hypothèses clés doivent être fixées. Il est vrai que plus de ressources sont requises pour alimenter plus de personnes, même si chaque personne consommait les mêmes marchandises et même si les avancées technologiques produisaient avec moins de ressources. Il est également vrai que les écosystèmes de la planète sont limités par leur capacité de transport et ne peuvent clairement pas absorber une population croissante de manière illimitée. Enfin, chaque société ou communauté comprendra un jour ou l'autre le besoin et trouvera des moyens de stabiliser sa population, et d'adopter des mécanismes pour équilibrer les besoins de sa population et la capacité de son environnement, de son infrastructure et de ses technologies.

Tout en maintenant ces hypothèses valables, elles ne suffisent pas pour conclure que la «surpopulation» est la principale cause de la crise écologique d'aujourd'hui et que le contrôle de la population est la solution. Ceci se prouve par les grands écarts entre le «peu peuplé» mais riche hémisphère Nord et le «surpeuplé» mais pauvre hémisphère Sud, en termes de consommation de ressources et de production de déchets par habitant. De toute évidence, les riches économies du Nord coûtent beaucoup plus à l'environnement mondial que les économies pauvres du Sud. Ceci réfute clairement la thèse de la «surpopulation».

Le problème n'est pas un nombre absolu de personnes qui imposent un fardeau humain sur l'environnement, mais la nature d'un système social. La crise écologique est causée non pas par la croissance de la population comme une variable indépendante, mais par le système intrinsèquement irrationnel et destructeur de la production pour le profit. Tant que le capitalisme reste intact, en particulier dans sa forme monopolistique et néocoloniale extrême, réduire la population ne réduira pas les problèmes environnementaux de manière significative et durable. La croissance de la population sous le capitalisme peut être davantage considérée comme

un symptôme de l'absence de contrôle par les gens de leurs capacités productives et reproductives.

2. Développement industriel moderne

IDEE ERRONEE: l'industrialisme et la croissance économique sont des causes de la crise écologique. Les sociétés doivent désindustrialiser et devenir des productions à petite échelle et arrêter toute la croissance économique.

Comme dans la question de la population, le développement industriel et la croissance économique ne peuvent pas être dissociée de leur contexte social spécifique.

Il est vrai que la production industrielle impose de nombreuses conséquences négatives sur l'environnement. Parmi elles, on compte la combustion implacable de combustibles fossiles pour produire de l'énergie (entraînant ainsi la pollution et les émissions de GES), l'augmentation de l'échelle et du rythme d'extraction des ressources (donc, une aggravation de l'appauvrissement et des déchets), et la surconcentration de la capacité de production dans les villes (aggravant ainsi la majeure partie des impacts négatifs de l'industrie sur l'environnement).

Toutefois, cette condition peut seulement être considérée justement comme l'abus de la production industrielle par le capitalisme et l'impérialisme, et non pas comme le résultat de méthodes industrielles rationnelles. Le souci constant de profit et d'accumulation, poussé à la fois par la concurrence et le monopole, pousse les capitalistes à constamment accélérer et accroître la production pour réduire les coûts, même si cela signifie plus de pollution industrielle et de déchets, un épuisement plus rapide des ressources, une surconsommation, et enfin la surchauffe économique jusqu'au point de s'effondrer.

La situation s'apparenterait plutôt à un fou qui conduit une moto. Cette dernière est généralement sûre et robuste, mais le fou descend à toute vitesse parce qu'il veut gagner le premier prix. S'il fait un accident mortel (ce qu'il fera probablement), nous ne devrions pas blâmer la moto mais plutôt le fou et le genre de course qu'il a choisi de faire.

Dans le contexte du développement véritablement durable, de l'appropriation démocratique et de la production prévue, la société peut

effectuer la production industrielle dans des méthodes moins dommageable à l'écologie et plus bénéfique au niveau social sans écologiquement et socialement bénéfiques sans l'objectif lucratif absolu et la compétition.

Les paramètres réels de la production et de la croissance industrielle, y compris des décisions aussi importantes que le type approprié et l'ampleur de la technologie, peuvent ainsi être négociés finement par la société sur base des besoins actuels et futurs de ses habitants et de l'environnement. Les variations de pays en pays, et en particulier entre le Nord fortement industrialisé et le Sud encore en développement, sont à prévoir et il faudrait procéder à des ajustements.

Il n'y aurait donc pas de place pour tout modèle rigide, dogmatique et généralisé de la production industrielle, des technologies et des méthodes.

3. Capitalisme vert

IDEE ERRONÉE: Le capitalisme ne peut pas être durable. Les problèmes environnementaux créés par le capitalisme peuvent être résolus à travers les droits de marchés et de propriété, la réglementation et les investissements publics, et les progrès technologiques.

Des stratégies pour une "transformation" du capitalisme durable ne viennent pas tout ensemble dans une seule démarche. De façon générale, elles peuvent être divisées en trois approches.

Le premier est ce qu'on pourrait appeler «l'environnementalisme de libre marché ». Il met l'accent sur la mobilisation du mécanisme du marché et les droits de propriété privé pour résoudre les problèmes environnementaux. Il voit les problèmes environnementaux comme le résultat de la «tragédie des biens communs»: depuis que de nombreuses ressources naturelles sont des propriétés publiques et gratuites utilisées par tout membre de la communauté, il n'y a pas d'incitations à les protéger ou les utiliser de manière plus prudente.

La solution axée sur le marché est d'établir des droits de propriété privée sur les ressources et de laisser le marché déterminer le prix – qui est ensuite censé représenter la valeur qui lui est attribuée par la société. En bref, si vous avez besoin de quelque chose de plutôt mauvais, alors soyez prêts à le payer à des prix dictés sur le marché. Ceux qui paient obtiennent

le droit d'utiliser. Un exemple courant est le système d'échange de carbone de l'Union européenne, dans lequel les droits de polluer l'atmosphère sont répartis parmi l'économie par l'achat et la vente de permis d'émissions. Le même mécanisme de marché est appliqué à d'autres ressources ou services de l'écosystème tels que l'eau et la capacité de stockage de carbone des forêts.

Une seconde approche peut être appelée "keynésianisme vert". Il se concentre sur les investissements du gouvernement dans les infrastructures écologiquement propres et les énergies renouvelables, sans abolir nécessairement toutes les industries "brunes" d'un seul coup. Il faut espérer que ces investissements relancent la reprise des économies de chaque pays et l'économie mondiale de la crise de 2008-09, réorienter la croissance vers des lignes plus vertes et plus respectueuses de l'environnement, et de créer des emplois verts. D'autres instruments de politique comprennent l'élimination des subventions perverses aux combustibles fossiles, le changement d'impôts de la « bonne » économie (par exemple les revenus) vers la « mauvaise » économie (par exemple, la pollution), et améliorent les réglementations environnementales et la réglementation du secteur financier.

Une dernière approche peut être appelée « optimisme technologique ». Il prétend que les avancées technologiques elles-mêmes, comme des balles d'argent pour tuer un monstre, surmonteront comme par magie les limites et les problèmes environnementaux. Les entreprises de biotechnologie prétendent, par exemple, que parmi les aléas du changement climatique et des déchets industriels, leurs cultures génétiquement modifiées, le bétail et les micro-organismes peuvent jouer un rôle clé dans l'alimentation mondiale et le nettoyage de la pollution.

Un autre exemple est la croyance que les percées dans la technologie, tels que l'environnement du travail numérique des hautes technologies et les méthodes de production, vont diminuer régulièrement la consommation de l'énergie et des ressources, puisqu'il permettra en fin de compte la possibilité de croître sans restriction et sans se soucier de l'épuisement des ressources.

Un autre exemple est la géo-ingénierie ou la manipulation à grande échelle de l'environnement de la Terre ayant pour but d'empêcher le réchauffement climatique et le changement climatique. Les technologies de géo-ingénierie ont l'intention de soit réduire le rayonnement solaire absorbé

par la Terre en protégeant la planète des rayons du soleil par la chimie, la mécanique ou d'autres moyens (par exemple, les azurants de nuage, les boucliers de soufre, et les parasols spatiaux) ou pour réduire les émissions de GES déjà dans l'atmosphère grâce au captage massif (par exemple en enrichissant les océans de nutriments de fer pour stimuler la croissance des algues qui absorbe le carbone) au lieu de réduire les émissions à des sources ponctuelles.

Le principal problème avec ces approches est qu'elles tentent simplement de réorienter la recherche du profit loin de technologies discréditées («brunes») et des industries vers les technologies et les industries vertes plus acceptables. Elles misent sur la recherche du profit pour remodeler le capitalisme dans une économie verte, au lieu d'aborder les sources centrales de la non-durabilité, qui sont précisément l'impératif du profit et les inégalités sociales qu'elles engendrent ou aggravent.

Bien que les idées et les pratiques précitées tendent, d'une certaine façon, à donner à la société un avant-goût d'un avenir plus durable, ils ne correspondent pas à une solution systémique qui correspond entièrement à la crise écologique comme une crise systémique. Ils sont de simples corrections de patchwork, comme les familles de particulier qui érigent des murs de sacs de sable devant leurs maisons pour gagner du temps d'évasion tandis que l'ensemble du système de digues est sur le point de s'effondrer à cause des inondations. Les solutions rapides peuvent fournir un certain soulagement, mais elles peuvent aussi être dangereuses si elles bercent les gens dans de fausses assurances, tandis que les problèmes fondamentaux restent intacts et se développent encore davantage.

Tant que le système est ancré sur la croissance continue, ceci conduira inexorablement à l'épuisement des ressources, à la dégradation de l'environnement, à l'inégalité sociale et à la crise.

B. Comment la production et la technologie affectent l'environnement?

La crise écologique est extrêmement aiguë et globale, car elle a des racines dans la façon dont nos sociétés sont organisées pour produire. Nous commençons donc avec un examen rapide de la relation de l'humanité avec

la nature, en particulier exprimé dans la production et la technologie. Nous procédons ensuite à la révision de la façon dont cette connexion devient de plus en plus problématique dans le cadre du système dominant de production. Le développement capitaliste a conduit à des conflits frontaux avec les peuples et les environnements du monde, surtout car cela a évolué vers le capitalisme de monopole ou vers de l'impérialisme moderne.

1. Quelle est la relation de l'être humain avec la nature?

Dans le sens le plus fondamental, l'humanité appartient à la nature. Pour commencer, nous sommes juste une espèce parmi la myriade d'entre elles qui ont évolué avec la planète. Même avec nos réussites évolutives et technologiques sans précédent, d'autres espèces doivent dépendre en définitive des processus naturels de la planète qui soutiennent les conditions de vie en général. En outre, nous, en tant qu'êtres intelligents grâce à la technologie et des êtres très sociaux, ne devons pas simplement besoins biologiques de base tels que l'air, l'eau et la nourriture, mais aussi le logement, les vêtements, et les outils et matériaux pour répondre à ces besoins. Les sociétés humaines doivent dépendre des climats favorables, des paysages habitables et des ressources utilisables. Notre survie est donc liée avec le reste de la vie sur la planète. Nous ne pouvons pas nous détacher de la nature.

Pourtant, il y a une tension inhérente entre l'humanité et l'environnement. Toutes les espèces, en interagissant constamment avec leur environnement, ne contribuent finalement pas à le changer. Considérons, par exemple, comment certaines bactéries et la vie végétale dans la jeune Terre ont finalement généré suffisamment d'oxygène libre dans l'air pour soutenir la vie des animaux. Contrairement à d'autres formes de vie, cependant, nous sommes beaucoup mieux en mesure d'exploitation des forces et des ressources naturelles pour réaliser les besoins humains - où les droits ne sont plus seulement les impératifs biologiques, mais l'évolution des besoins sociaux et les désirs, qui à leur tour poussent les sociétés humaines à développer davantage la production et la transformation de leur environnement.

Cette grande (mais pas uniquement) activité humaine appelée la production affecte l'environnement à des taux plus élevés et de ce fait, à de plus grandes échelles, en raison de nos capacités distinctes pour la langue, la pensée complexe et la technologie. Nos systèmes de production et les organisations sociales ont ainsi changé la face de la terre de manière

beaucoup plus systématique et large et ont conduit à la crise climatique et à d'autres catastrophes écologiques qui nous assaillent aujourd'hui.

Dans le processus de modification de l'environnement, les humains transforment également leur propre condition, et pas seulement en termes de création de nouveaux besoins, mais aussi dans la création de nouvelles relations sociales. Bien que les humains aient été là depuis plusieurs millions d'années et la civilisation agricole depuis plusieurs milliers d'années, les transformations les plus profondes causées par l'homme dans l'environnement et dans les sociétés ont eu lieu seulement durant les deux derniers siècles et demi avec l'avènement de la technologie moderne et de l'industrie.

2. Comment la technologie et l'industrie moderne a affecté les humains et l'environnement?

Les 250 dernières années, plus distinctement marquées par la révolution industrielle, ont déclenché de profonds changements dans les sociétés humaines et leur relation à l'environnement. La hausse de la science moderne et de la technologie (S & T) et de l'industrie moderne accroît considérablement la capacité humaine à exploiter l'environnement et a élargi les biens et services disponibles pour le plaisir humain au-delà des besoins de subsistance.

La science moderne a dirigé la production de connaissances sur le monde naturel basé sur l'observation systématique, la raison et la vérification. L'invention et les innovations, en particulier celles centrées sur l'utilisation productive des machines et de l'énergie fossile, ont formé la base technologique de l'industrie moderne et son début de croissance rapide dans le 18^e siècle en Europe occidentale. À partir du milieu du 19^e siècle, les progrès scientifiques et technologiques ont été plus systématiquement appliqués aux industries et aux gouvernements (tant pour les besoins civils et militaires), qui à son tour ont commencé à engager activement la science pour le développement de la technologie et des applications.

La propagation de la S&T moderne et de l'industrie ont eu des effets durables sur la vie économique et sociale actuelle. La mécanisation et l'automatisation dans l'industrie, l'agriculture et les services, ainsi que l'utilisation accrue de combustibles fossiles comme principale source d'énergie, ont permis la production de la nourriture et d'autres biens à

grande échelle. Des développements dans les services publics, tels que les transports et la communication, la mobilité accrue, le commerce, et les nouveaux besoins des consommateurs. L'électrification a fourni des industries croissantes et les zones urbaines avec l'approvisionnement en énergie stable. Les progrès de la chimie, la biologie, la physique et l'ingénierie ont permis la production de masse pas cher de matériaux synthétiques pour l'industrie et l'agriculture (y compris les nouveaux aliments, les boissons, les médicaments, tissus, etc.), et les médias de masse pas cher qui à leur tour ont grandement aidé à développer le goût du public consommateur pour ces produits.

Le potentiel de S&T moderne et l'industrie pour satisfaire pleinement les besoins humains fondamentaux, améliorer le niveau de vie et même éliminer la misère humaine et l'ignorance est facile à voir; et à certains égards, ils l'ont déjà fait. Par exemple, l'augmentation de la capacité de produire de la nourriture, de guérir les maladies et de fournir les services de santé ont vu le taux de mortalité qui baisse. L'espérance de vie moyenne de la planète a doublé au cours du siècle dernier, à partir de seulement 31 années en 1900 à 65 ans aujourd'hui¹. La population mondiale a également augmenté à sept milliards de dollars, de seulement un milliard au début de la révolution industrielle.

Cependant, de grands problèmes environnementaux à grande échelle ont assisté à l'avancée de l'industrie et de la technologie moderne. Les processus économiques et sociaux depuis la Révolution industrielle ont provoqué des changements rapides, plus larges, et sans précédent dans l'environnement, principalement pour satisfaire la demande en rapide croissance de la population et de l'économie pour les terres, les biens de consommation et les biens de production, ce qui signifie extraire des quantités énormes de ressources naturelles.

Ces processus sont accablants ou dépassent les capacités de charge de la planète ou seuils environnementaux. Actuellement, la production et la consommation utilisent des ressources et de la production de déchets de plus de 50% plus rapide que la planète peut reconstituer et les absorber². Des taux non durables de l'utilisation des ressources et la production de déchets sont à l'origine du changement climatique, la perte de biodiversité, la déforestation, la dégradation des sols, la pollution chimique, et l'appauvrissement de l'eau douce, la pêche, les combustibles fossiles et les minéraux.

Les changements environnementaux induits par l'homme, tels que le changement climatique dû aux émissions de gaz à effet de serre, sont déjà en cours à l'échelle mondiale. D'autres changements peuvent pousser l'un des systèmes de la planète à travers un seuil, ce qui pourrait entraîner à des changements brusques ou irréversibles. Ces modifications de l'environnement pourraient se révéler difficile, voire impossible pour les humains et les autres espèces à s'adapter. Une récente tentative de définir un "espace de fonctionnement sûr pour l'humanité" estime que sur neuf systèmes planétaire d'entretien de la vie identifiées comme essentielles pour la survie humaine, trois ont déjà eu leurs seuils franchis, y compris le changement climatique et la perte de la biodiversité. 3

En outre, malgré des gains considérables en matière de bien-être humain, les avantages de la modernisation n'ont pas été partagés équitablement entre les régions et pays du monde. La propagation de la S&T moderne et de l'industrie ont été accompagnées par la pauvreté généralisée, la faim et le sous-développement. Près d'un milliard de personnes aujourd'hui souffre de la faim. Un milliard de personnes n'a pas accès à une eau potable améliorée, et 2,2 milliards ne disposent pas d'accès à un assainissement amélioré. Un milliard de personnes n'a pas accès aux systèmes de soins de santé, et quelque 1,4 milliard de personnes n'ont toujours pas accès à l'électricité. Plus de trois milliards de personnes vivent avec 2,50 \$ par jour ou moins.

Pendant ce temps, le fossé économique s'est creusé entre les pays développés et sous-développés. Selon le rapport sur le développement humain de 1999 publié pour le PNUD, le rapport entre les revenus moyens dans le cinquième pays le plus riche et le cinquième le plus pauvre ont augmenté de 30: 1 en 1960 à 74: 1 en 1997. Cette tendance a simplement continué le modèle de l'élargissement des disparités nationales dans les 19e et 20e siècles. Le même rapport du PNUD a cité les écarts de revenus entre les nations hautes et les basses de 3: 1 en 1820, 7: 1 en 1870, et de 11: 1 à 1913. 4

Et il ne s'agit pas seulement du fait que les bénéfices soient inégaux mais que les gens soient en fait lésés. La mécanisation et l'automatisation, en effet, fait que le travail humain est remplaçable, et permet ainsi aux exploiters d'évaluer le travail et de baisser les salaires. Le travail est dégradé et les travailleurs sont disqualifiés. L'agriculture de type industriel déplace beaucoup de travail manuel agricole et permet que de vastes étendues de

terres soient concentrées dans moins de mains. Les paysans dépossédés sont forcés de migrer vers les villes pour travailler et finir par rejoindre les rangs de la main-d'œuvre pas chers ou les chômeurs. Les progrès de S&T ont été mobilisés pour inventer et produire des armes de destruction massive. Les chemins de fer modernes, le transport maritime et d'autres technologies de transport ont également aidé l'exploitation de l'hinterland du monde en simplifiant l'extraction des ressources et l'échange inégal.

3. Est-ce que l'industrie moderne, la science et la technologie responsable de la crise écologique tout comme l'injustice sociale ?

Certains progressistes bien intentionnés tiennent les S&T et l'industrie en soi responsable de la relation dysfonctionnelle et destructrice de la société moderne avec l'environnement. Beaucoup citent la vision du monde dite occidentale qui conçoit les êtres humains et la nature dans les conflits de base, avec l'objet de domination de la nature de l'humanité. Ils reprochent également les vues mécanistes reliées à la science occidentale qui traitent la nature en tant que matière mécanique, essentiellement passive et malléable. Ces points de vue ont prétendument justifié que les sociétés humaines fassent quelque chose pour l'environnement tant qu'ils apportent des avantages à l'homme. Encore d'autres vues blâment l'«industrialisme», ou la mentalité idéologique fondée sur la domination écrasante de la production industrielle et de son souci constant dans la production à toujours plus grandes échelles.

Il y a de nombreux éléments valables dans ces arguments, mais ils sont incomplets et trompeurs si la critique sociale s'arrête à ces niveaux. La science, les technologies et les méthodes de production se développent toujours dans des contextes sociaux particuliers. Ils sont des produits de modes de production donnés.

Ainsi, pour répondre aux racines de la crise systémique globale affectant les environnements et les populations entières, nous devons aborder le mode de production qui a prévalu durant ces derniers siècles. Cela revient à dire que nous devons comprendre le *capitalisme*, et à l'échelle mondiale, *l'impérialisme*.

C. Comment le capitalisme et l'impérialisme a-t-il causé la crise écologique ?

1. Quelles sont les caractéristiques définies du mode de production capitaliste?

La production industrielle moderne, avec ses machines à grande échelle conduites principalement par les moteurs alimentés par des carburants fossiles et employés principalement pour la production de masse, est une caractéristique importante du capitalisme. Toutefois, la production industrielle ne définit pas la totalité du capitalisme.

La production généralisée de marchandises est une autre caractéristique importante du capitalisme, qui est souvent décrite comme une économie où la majeure partie des biens et services sont achetés et vendus comme des marchandises sur le marché. Dans une telle économie, les gens ont besoin d'argent pour acheter des biens et des services sur le marché, tandis que les entreprises produisent des biens et services que dans la mesure où ceux-ci sont des produits vendables. Toutefois, cela est seulement possible dans des conditions où la plupart des communautés ne peuvent plus produire leurs besoins fondamentaux par eux-mêmes, comme ce fut encore possible dans des sociétés agraires localement autonomes, mais qui doivent acheter celles du marché. Donc, ils n'ont pas le choix de travailler pour des salaires afin qu'ils puissent acheter leurs besoins du marché.

Nous arrivons donc à la base du capitalisme. Dans ce système, la plupart des gens ne possèdent aucune ressource importante pour la production, sauf leur capacité à travailler. Pendant ce temps, les moyens de production et de distribution de biens (terres, matières premières, les usines, la technologie, les finances, etc.) sont des propriétés privées et contrôlées par une infime partie de la population – la classe capitaliste - avec leurs droits de propriété garantis et protégés par l'Etat. Les travailleurs doivent vendre leur force de travail à des entreprises privées qui les emploient dans la production. La nouvelle valeur est créée comme les travailleurs produisent des biens nouveaux et utiles, qui sont ensuite appropriés par le capitaliste et la valeur extraite comme profit. En retour, les travailleurs paient un salaire, avec lequel ils achètent des marchandises afin de survivre.

L'économie capitaliste fonctionne à travers les entreprises, généralement sous la forme de sociétés privées bien que de nombreuses sociétés publiques

fonctionnent également dans la mode capitaliste. Les propriétaires et la direction de chaque entreprise organisent la production, en décidant quoi, combien et comment produire. Pour eux, les travailleurs qui font leur travail sont juste l'un des facteurs de production.

Que les besoins humains soient effectivement remplis par les biens et les services produits n'est pas le principal souci des capitalistes, mais c'est bien de faire des profits. Une partie des bénéfices va à des dividendes de gestionnaires et des actionnaires de gros salaires, tandis qu'une grosse partie de celui-ci est réinvesti à la production pour maintenir et développer l'entreprise, ainsi que pour soutenir et développer le cycle de but lucratif. Extérieurement, nous voyons des capitalistes qui amassent des richesses dans le temps et qui développent leur entreprise. À la base, nous voyons de plus en plus leurs activités devenir des activités à forte intensité de capital puisque leur capital constant (usines, équipements et matières premières) ne cesse d'augmenter alors que leur capital variable (salaires) ne cesse de diminuer.

La course au profit ne concerne pas seulement la cupidité individuelle, mais un impératif de la concurrence entre capitalistes. Celui qui a plus de capital acquiert plus de poids avec lequel faire baisser les salaires des travailleurs, réduire d'autres coûts de production, élargir son échelle de production, prévaloir sur ses rivaux, et ainsi récolter plus de profits, dans un cycle apparemment implacable. Pour un capitaliste, ne pas suivre le rythme de la compétition en gagnant du profit et en accumulant plus de capital, c'est risquer l'échec et la faillite. Par conséquent, la préoccupation capitaliste est d'augmenter les profits et d'étendre ses activités.

2. Pourquoi le capitalisme est-il fondamentalement contradictoire avec la durabilité environnementale?

Le capitalisme est un système intrinsèquement expansionniste depuis sa forme particulière d'accumulation de richesse, de but lucratif grâce à la production de masse des produits de base, et ne connaît pas de limites et doit, par nécessité, continuer à s'étendre afin de simplement maintenir la rentabilité. Les entreprises capitalistes doivent constamment chercher à étendre la production, les ventes et la part de marché si elles veulent survivre et réussir dans un contexte de concurrence acharnée. La consommation de biens et de services doit aussi augmenter à l'étape de la production. En bref, le capitalisme tend à surproduire. Dans la macro-économie, cette

expansion est considérée comme la croissance économique, mesurée en produit intérieur brut (PIB). Mais dans le même temps, le capitalisme tente constamment de réduire les salaires des travailleurs comme un moyen de soutenir la rentabilité en réduisant les besoins en capital.

La crise de surproduction se pose dans la société capitaliste lorsque les revenus décroissants des travailleurs les empêchent d'acheter ce qu'ils produisent. Élargir l'offre monétaire et desserrer le crédit pour les consommateurs et pour les capitalistes afin d'augmenter la production et la spéculation peuvent donner l'impression de travailler pendant un certain temps. Mais il y a des limites à la capacité du capital financier à offrir une solution rapide. Quand les profits diminuent et l'expansion chancelle jusqu'à un arrêt, le système tombe en crise. Le flux de monnaie et le crédit gèle, les usines sont ralenties, et les travailleurs sont mis à pied. Dans ces conditions, l'agenda capitaliste le plus élevé est de savoir comment relancer l'économie au point mort et reprendre le cycle normal de croissance.

Le capitalisme a donc une relation fondamentalement contradictoire avec l'environnement, puisque sa conduite expansionniste entraîne une plus grande exploitation des ressources naturelles, une production de plus en plus grande de déchets de l'industrie et de l'agriculture, et une consommation de plus en plus importante qui produit également des déchets, qui sont anormaux ou en excès des besoins normaux des populations et des ressources naturelles et de la capacité de charge de l'environnement, mais qui sont finalement absorbés par les cycles naturels. Toutefois, l'environnement a des limites dans sa capacité à fournir des ressources et absorber les déchets, et a des niveaux critiques ou des seuils qui ne doivent pas être atteints ou dépassés pour maintenir son intégrité et son bon fonctionnement. Cette contradiction se manifeste comme des problèmes environnementaux étroitement liés – la pollution, l'épuisement des ressources, l'effondrement des écosystèmes, et d'autres changements environnementaux qui menacent la viabilité à long terme de la vie en général et la survie des espèces particulières.

La concurrence du profit et de la surproduction font de la production capitaliste intrinsèquement irrationnel, rendue possible que par la pratique tout aussi irrationnelle du colonialisme à la source des matières premières provenant d'autres terres qui deviennent aussi des marchés pour la production et le capital à l'excès. Malgré les arguments philosophiques qui disent le contraire, les besoins humains sont satiables et peuvent être atteints de manière durable dans les limites de l'environnement, comme

le prouve la pratique de nombreuses sociétés précapitalistes. Toutefois, les entreprises capitalistes ne produisent pas pour répondre aux besoins, mais pour le profit. C'est la qualité marchande et la rentabilité qui dictent où, quand et comment leurs ressources sont allouées. Des milliers d'entreprises individuelles prennent leurs propres décisions au sujet de l'utilisation des ressources et de la production afin d'obtenir un avantage temporaire du marché et la rentabilité maximale, sans aucun sens global des besoins de la société et la façon de gérer rationnellement ses ressources totales. Ainsi, nous trouvons les ressources utilisées dans des activités non productives telles que la spéculation financière, ou des biens et services de luxe, tout en s'appuyant sur le fait que les besoins humains sont laissés insatisfaits.

En outre, l'effort constant par les capitalistes pour rester en tête de la concurrence mène à la surproduction. Les entreprises capitalistes investissent constamment dans des technologies nouvelles, qui améliorent la productivité et qui économisent le travail pour produire plus de produits à moindre coût. Mais comme le contenu du travail de la production se rétrécit, le système se retrouve lui-même dans la production de plus de biens qui peuvent être rentablement vendus sur le marché. Cela conduit le système à des crises périodiques de surproduction, qui sont seulement résolues temporairement par la marche au ralenti ou la destruction de la capacité de production dans l'espoir de refroidir la surchauffe de l'économie.

Tout compte fait, le capitalisme est un système inefficace, destructeur et qui gaspille l'environnement.

3. Comment le conflit capitaliste avec l'environnement s'est étendu sur une échelle mondiale?

L'expansion mondiale de la crise écologique est provoquée par l'expansion mondiale du capitalisme par le colonialisme éventuellement sous la forme du capitalisme de monopole ou de l'impérialisme.

L'industrialisation a grandement intensifié la demande pour les matières premières en Europe occidentale et aux États-Unis, qui ont poussé ces puissances occidentales pour acquérir des possessions coloniales. À la fin du 19e siècle, les entreprises industrielles les plus dominantes ont formé des cartels, ont fusionné avec les banques, et se sont ainsi transformées en monopoles géants avec des appétits plus grands et plus insatiables de profits,

l'accumulation de capital, de nouvelles sources de matières premières, de la main-d'œuvre meilleure marché, et du nouveau marché de points de vente.

Ainsi, sous le capitalisme monopoliste, le capital était devenu tellement concentré en Europe, en Amérique du Nord, au Japon et en Australie (pays du Nord), de telle sorte que l'accumulation ne peut seulement se produire en exportant des capitaux à l'étranger, non seulement la production en excès, en particulier vers les pays agraires et non industrialisés de l'Asie, l'Afrique et l'Amérique latine (pays du Sud), qui étaient à l'origine simplement des sources de matières premières.

En raison de la portée internationale des activités de monopole, les grandes entreprises et les banques ont besoin que leurs gouvernements exercent une influence ou un contrôle politique plus fort sur de vastes territoires étrangers, et donc d'assurer des conditions favorables pour leurs investissements et le commerce. Ils ont besoin qu'on garantisse que leurs propriétés à l'étranger ne sont pas expropriées, que leurs transactions et les contrats sont honorés, que leurs prêts sont remboursés, et que leurs profits sont sans entraves. Pour cela, ils doivent utiliser les immenses pouvoirs coercitifs de l'État impérialiste. Les capitalistes monopolistes fonctionnent donc directement via leurs sociétés transnationales (STN) ainsi que par leurs États.

Le colonialisme et le néocolonialisme ont refusé que les pays du Sud à la possession légitime et le contrôle de leurs ressources. Leurs économies ont été transformées à partir de systèmes diversifiés et autonomes - même si c'est un système précapitaliste - liée dans le système capitaliste mondial. Ces économies du Sud, prétendument souverains et en développement, étaient en fait trop dépendante sur le Nord pour les marchés, les capitaux, les prêts et l'aide au développement. Dans le même temps, les opérations capitalistes par les sociétés transnationales et autres entreprises des grandes entreprises dans le Sud ont entraîné la dévastation écologique et l'épuisement des terres et d'autres ressources naturelles, affectant la vie et la subsistance de ses innombrables communautés.

Le capital monopoliste a ainsi créé une économie intégrée du monde divisé en de nombreux États-nations occupant des positions fondamentalement différentes dans la division internationale du travail. Ce système est dominé par le capital monopoliste basé dans les pays impérialistes où le capital financier, les industries clés, et les technologies les plus avancées

sont concentrées. Les pays impérialistes sont également des centres de la surconsommation.

Certains pays à revenu intermédiaire – certains d’entre eux étant des anciens pays socialistes - ont développé leur base industrielle nationale correspondante. Ils sont les sites préférés de l’assemblage de la main-d’œuvre abondante et de la haute pollution de fabriques moins sophistiquées et, de plus en plus, des services externalisés des grandes économies telles que le traitement des affaires et de la technologie de l’information. Les pays à faible revenu restent largement tributaires de l’agriculture, des ressources naturelles, et des industries extractives, qui sont également dominées par le capital étranger et dépendantes sur les marchés étrangers.

Ce système économique mondial permet aux multinationales de se propager et maintenir des modes de production non durables et d’utiliser les ressources dans pratiquement toutes les parties du monde.

Par exemple, le modèle industriel de l’agriculture reste dominant à travers le contrôle du système alimentaire mondial intégré par une poignée de géants de la transformation et de la distribution alimentaire agro-chimique basée au Nord. L’agriculture industrielle est basée sur la monoculture, en particulier les cultures et le bétail modifiés par la haute technologie et dépendant à grande échelle de produits agrochimiques et de machines. Son objectif est de stimuler la productivité et les profits, et de produire des aliments standardisés pour les grands marchés prospères.

Ce type d’agriculture axée sur le capitalisme a au début émergé et est devenu dominant dans le Nord et dans certaines parties du Sud qui prêtait bien à de vastes plantations de cultures d’exportation comme le sucre, le coton, le chanvre, le café, le thé et le caoutchouc. La plus grande offensive de l’agriculture industrielle dans tout le Sud, cependant, a commencé dans les années 1950 avec la Révolution verte, un mode de production alimentaire qui a souligné l’utilisation de variétés de cultures à haut rendement, le bétail et le matériel aquatique, qui à son tour a eu besoin des applications lourdes de pesticides et engrais, d’aliments, d’antibiotiques et d’autres produits agrochimiques.

Les conséquences environnementales de l’agriculture industrielle sont légion. La monoculture et la modification génétique réduisent la biodiversité; l’utilisation de combustibles fossiles et chimiques pollue le sol, l’eau et

l'air; et les exigences d'expédition, de traitement et de stockage contribuent à augmenter des émissions de carbone. Ces impacts environnementaux sont au-dessus des impacts sociaux négatifs tels que la perte de la sécurité alimentaire locale et nationale, l'érosion de l'agriculture paysanne et l'accaparement massif des terres.

Le sous-développement du vaste Sud, où 80% de la population mondiale vit, et la domination économique et politique des puissances du Nord, sont maintenues par des inégalités systémiques dans le commerce, la dette, les modèles d'investissement, et les droits de propriété en faveur du capital monopoliste. Les politiques de mondialisation néolibérales imposées par les institutions multilatérales telles que le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce au cours des trois dernières décennies ont grandement aidé les entreprises monopolistiques à resserrer et à étendre leur emprise dans le Sud, ce qui a accéléré l'exploitation du peuple et des ressources naturelles dans ces régions.

PARTIE 2

Changer le système pour résoudre la crise mondiale

Dans le système capitaliste, le but de la production est d'offrir toujours plus de profits et de richesse pour les quelques élites industrielles et financières qui monopolisent déjà la majeure partie des moyens de production. Dans cela, le monde naturel n'a de valeur que dans la mesure où il peut être exploité pour le processus d'accumulation de richesse, ou dans le discours actuel de «l'économie verte», qui n'a de valeur que dans la mesure où on peut donner un prix monétaire de sorte qu'il ne puisse être officiellement pris en compte dans le processus de comptabilité capitaliste.

Le capitalisme est fondé sur la croissance incessante, la consommation des ressources et la production de déchets à des quantités toujours plus importantes indépendamment des capacités de transport écologiques. De plus, puisque ce système alloue des ressources à ce qui est rentable plutôt qu'à ce qui est socialement nécessaire, il est aussi intrinsèquement irrationnel et inutile.

Ainsi, toute solution systémique doit trouver son contexte dans des alternatives au capitalisme et à l'impérialisme.

A. Quelles sont les conditions fondamentales à ce changement de système?

Tout d'abord, il y a une nécessité d'opérer une transition écologique impliquant les technologies et les méthodes de production actuelles. Pour

atteindre cet objectif, et comme deuxième condition, il est nécessaire de transformer le caractère de base de la production en modifiant les structures de propriété, le contrôle et les prises de décision, et en réorientant l'économie de la production de profits à la production pour les besoins humains. Troisièmement, il est nécessaire de définir une vie durable.

1. Comment peut-on atteindre la transition écologique?

Les méthodes de production dominantes et l'utilisation de ressources associées avec le capitalisme mondial sont incontestablement préjudiciables aux écosystèmes de la planète. Nous ne voulons cependant pas abandonner la science moderne et la technologie (S&T) et l'industrie moderne toutes ensemble. Le problème ne vient pas des S&T en soi, mais du fait qu'elles soient mises au service du capitalisme pour des utilisations qui sont abusives pour l'environnement et exploitantes au niveau du social, et à l'extrême, utilisées pour détruire les conditions d'une vie humaine durable. La question est de savoir comment assurer l'application prudente des technologies et des méthodes de production actuelles et, enfin, de les transformer dans le contexte d'une société où la production est socialement et écologiquement rationnelle.

La science est indispensable pour le développement humain de tous les côtés. Toutefois, comme tout autre outil humain, il doit fonctionner et se développer de manière plus holistique, qui sont, de manière plus profonde, des méthodes intégrées et pertinentes. L'outil doit refléter les différents systèmes naturels, les systèmes sociaux qui croissent sur ce substrat naturel, et comment chaque partie (y compris les formes spécifiques de l'activité humaine) qui affecte un ensemble dynamique et en constante évolution.

Comme le capitalisme monopoliste est remplacé par un système plus écologiquement durable et socialement équitable, la réorientation de la technologie et la production de nouvelles technologies peuvent procéder. L'innovation et la créativité, détachées par les impératifs capitalistes de la concurrence, de la commercialisation et de la rentabilité, devraient donner lieu à un développement libre et plus complet de technologies socialement et écologiquement bénéfiques. Non seulement dans les communautés professionnelles et institutionnelles de S&T, mais dans les lieux de travail ordinaires, les écoles et les communautés, les gens peuvent puiser leur propre pouvoir de concevoir, évaluer ou sélectionner les technologies selon les objectifs définis de la communauté.

Cependant, la façon de traiter les anciennes structures de production toujours en place (technologique, énergétique, industrielle) restera un grand défi. Des méthodes extrêmement destructrices et qui renvoient du carbone devront être arrêtées le plus tôt, comme la vieille exploitation forestière, la pêche industrielle, l'énergie nucléaire, l'exploitation minière à ciel ouvert, et les industries chimiques hautement toxiques. Néanmoins, les structures entières ne peuvent pas être changées rapidement et toutes à la fois. Par exemple, les économies en développement auront besoin de l'exploitation minière, de l'acier, de machine-outil, et de l'industrie automobile pour moderniser leur propre production et le transport en vrac au lieu des importations. Ainsi, la société doit procéder à une période de transition où les branches et les méthodes de production les plus problématiques sont progressivement éliminées, tandis que d'autres existantes sont adaptées (probablement avec des ajustements pour les rendre plus démocratique et écologique) et que de nouvelles méthodes, plus durables, sont introduites et élargies.

Dans l'agriculture, la production devrait être soustraite, à grande échelle aux produits chimiques intensifs, fortement mécanisée, et l'agriculture basée sur la monoculture (agriculture industrielle) vers des méthodes écologiquement solides et durables de production (souvent définie comme l'agro-écologie), qui conservent les écosystèmes locaux et les connaissances traditionnelles ainsi que d'utiliser les technologies contrôlées par les agriculteurs appropriées.

A l'échelle nationale, dans les communautés rurales, et même dans les quartiers urbains sélectionnés favorables à l'agriculture, le gouvernement doit promouvoir des cultures natives ou spécifiques à des zones, le bétail, le stock d'aquaculture, et les méthodes de production connexes; améliorer la conservation des sols et de l'eau; promouvoir le travail du sol innovant, le jardinage à petite échelle, et les nuisibles holistiques et la gestion des déchets; préserver la biodiversité; et de réduire l'utilisation de combustibles fossiles et de produits chimiques de synthèse. La multifonctionnalité de l'agriculture et des systèmes d'exploitation intégrés doivent être promus.

Dans le secteur manufacturier, l'extraction et les industries de construction, la productivité devrait être constamment améliorée pas nécessairement pour augmenter la production, mais toujours pour réduire les apports de travail, de l'énergie et des matières premières, ainsi que pour imposer des limites strictes sur la production de déchets et l'impact

environnemental. Le recyclage complet de produits de déchets dans le cycle de production devrait également être encouragé et développé progressivement comme une branche substantielle de l'industrie dans leur propre droit. Les produits doivent être conçus pour durer plus longtemps. Ils devraient être plus sûrs et plus écologiques à utiliser, moins coûteux et plus écologiques à entretenir et à réparer. Dans l'ensemble, l'amélioration de la production industrielle devrait être mesurée non pas tant en quantité pure, mais dans les qualités plus humaines et plus axées sur les bénéfices telles que la durabilité d'utilisation et écologique.

Dans la production d'énergie, la distribution et la consommation, les sociétés devraient éliminer l'énergie à base de combustibles fossiles tout en augmentant les sources d'énergie alternatives qui sont moins polluantes ou dangereuses, plus renouvelables, et techniquement plus gérables. Certaines sources telles que les énergies éolienne et solaire sont plus largement disponibles dans le monde entier, contrairement aux combustibles fossiles qui sont plus inégalement concentrées et donc plus facilement contrôlées par les grandes entreprises. L'énergie renouvelable par sa nature même, est mieux adaptée à une infrastructure d'accès de l'énergie juste et équitable. Les systèmes décentralisés peuvent donner aux collectivités un meilleur contrôle sur les infrastructures d'énergie et donc un meilleur accès à l'énergie.

Les technologies énergétiques renouvelables et décentralisées sont souvent les plus adaptés pour les zones rurales qui sont loin du réseau, surtout si on considère que 85% des personnes dans le monde sont sans accès à l'électricité dans les zones rurales.

La gouvernance et la coopération internationale joueront un rôle important dans une transition mondiale. La plupart des pays, à des degrés divers, sont pris dans la toile du système capitaliste mondial et par conséquent sont enfermés dans les industries non durables tels que les extractions de combustibles fossiles, l'exploitation minière à grande échelle, et l'agriculture industrielle, sont très dépendants des marchés de consommation du Nord et des sources de financement. Ce sont généralement les pays sous-développés où la plupart des plus pauvres du monde vivent. Une transition mondiale brusque ou désordonnée où les pays font leur propre chemin peut avoir des conséquences très néfastes pour les pauvres.

La gouvernance et la coopération internationale sont nécessaires pour faire la transition mondiale moins douloureuse, le renforcement positif et plus équitable. Le mécanisme international de réduction des émissions de gaz à effet de serre en vertu de la CCNUCC, bien que considérablement affaibli par le Nord et les influences d'entreprise, montre comment une transition mondiale peut être faite: les pays sont d'accord sur les objectifs globaux et les délais pour les atteindre; les engagements sont différenciés entre les pays développés et en développement; et les pays développés sont tenus de fournir une aide financière et technologique aux pays pauvres pour les aider à atteindre leurs objectifs.

La coopération au développement international, les transferts Nord-Sud, et la coopération Sud-sud peut se construire sur des principes acceptés tels que l'appropriation nationale, la démocratie et les droits humains, afin de faciliter la réorientation à long terme du développement du Sud dans des voies de développement plus durables et équitables. La finance et les transferts de technologie aideraient ces pays à investir dans la diversification stratégique de leurs économies et de développement de leurs secteurs productifs.

2. Pourquoi la planification et la prise de décision démocratique est nécessaire à la mise en œuvre des changements?

La prise de décision et la planification démocratique en matière de développement et de production, qui sont étroitement liées à la propriété et au contrôle (abordé au point 3, ci-dessous) démocratique, sont nécessaires pour mettre en œuvre le processus de transition écologique décrit ci-dessus.

La propriété et le contrôle des ressources, pour être réel et pas seulement formelle, doit permettre aux gens de décider ou de participer aux décisions sur la façon dont les ressources vont être utilisées en fonction de leurs besoins, les priorités et les objectifs.

Avec les institutions étatiques et sociales qui pratiquent la prise de décision et la planification démocratique, le peuple dans son ensemble peut participer pleinement au processus. Ils peuvent ainsi veiller à ce que les impératifs sociaux tels que la sécurité alimentaire, l'éducation, la santé, l'emploi, et d'autres aspects du développement humain - qui touchent tout le monde, mais qui ont longtemps été sacrifiés sur l'autel du capitalisme - pourraient prendre leur place centrale légitime dans l'économie.

La planification participative basée sur la prise de décision démocratique permettra aux pays, aux collectivités et aux entreprises de gérer de façon rationnelle la production et la distribution, qui examine attentivement l'utilisation et l'affectation des ressources naturelles et de l'impact global sur l'environnement, en vue d'assurer la viabilité économique à long terme. Grâce à la planification, l'économie peut être dirigée vers la réalisation de l'autosuffisance; la priorité de la demande intérieure et la consommation locale sur les marchés internationaux de commerce et d'exportation; l'augmentation du bien-être du public, la création d'emplois et le maintien des moyens de subsistance tout en minimisant l'énergie, l'utilisation des ressources et des déchets dans le processus.

Par exemple, une société consciente de sa responsabilité pour préserver sa base de ressources pour les générations futures peut planifier de garder la vitesse à laquelle son économie épuise les ressources et produit des déchets dans des limites sûres et durables; éviter les activités improductives, le gaspillage des ressources, et les activités socialement ou écologiquement néfastes; et de développer de meilleures façons de renouveler les ressources et de recycler les déchets. La production et la gestion planifiée sont donc des outils efficaces pour le contrôle délibéré de l'homme et l'intendance de l'environnement, contrairement aux exploitations destructrices et aveugles comme dans le capitalisme.

Toujours dans le cadre de l'appropriation démocratique, le contrôle, la prise de décision et la planification, les entreprises devraient être autant que possible enracinée dans les communautés. Les fermes et les usines devraient être gérées démocratiquement par les travailleurs et les communautés qu'ils servent de sorte qu'ils sont plus sensibles aux besoins et aux préoccupations locales, plutôt que par des actionnaires lointains et des propriétaires absentéistes qui se sont retirées des conditions locales.

La planification sociale à plusieurs niveaux permet et encourage la coopération bénéfique plutôt que la concurrence gaspilleuse entre les entreprises, au sein et entre les secteurs, des localités et des régions. Une telle planification et coopération promeuvent une meilleure répartition des ressources, la diversification, la décentralisation et un développement plus équilibré entre les régions et entre les zones urbaines et rurales, résolvant ainsi des éternels problèmes de l'étalement urbain, la congestion urbaine, la surconsommation, et les aberrations du marché.

La démocratie économique doit se traduire par une répartition égale des avantages de la production. Un emploi rémunérateur pour tous doit être assuré. Le travail doit être valorisé et récompensé en conséquence pendant la semaine de travail peut être raccourcie en se justifiant par les niveaux de productivité. Sans la nécessité d'accumuler et de se développer sans limite et avec la sortie de la production distribuée plus équitablement dans la société, l'économie pourrait pratiquement exiger moins de temps aux travailleurs sur le lieu de travail, et en leur permettant eux et leurs familles de passer plus de temps sur l'éducation, la culture, les loisirs, et le travail bénévole pour le bien public.

Au niveau international, de nouvelles institutions et accords de coopération entre les pays et les régions sont également nécessaires pour une gestion responsable, la conservation et l'utilisation équitable et durable des droits et des ressources mondiales et transfrontalières telles que l'atmosphère, les océans, les forêts, les systèmes fluviaux, et ainsi de suite. Ces institutions devraient être fondées sur des principes d'équité et de solidarité entre les nations.

Dans les relations économiques internationales, les principes de la souveraineté nationale (y compris la souveraineté sur les ressources naturelles), l'autodétermination, l'égalité et les avantages mutuels devraient être confirmés. Les traités de commerce et d'investissement qui amplifient le pouvoir des sociétés transnationales sur les économies du Sud et de limiter les efforts des pays du Sud à poursuivre leur auto-développement devraient être renégociés ou abrogés. Les institutions économiques multilatérales sont importantes pour régir et régler les relations économiques entre les nations. Cependant la troïka mondiale dominantes (les institutions de Bretton Woods, l'Organisation mondiale du commerce et le G8 / G20), qui viennent sous le contrôle de quelques pays puissants, le capital transnational, et la finance mondiale, doivent être isolés et désemparés.

3. Pourquoi l'appropriation et le contrôle démocratisés sur les ressources productives sont la clé du changement du système?

La raison pour laquelle les sociétés humaines n'ont pas d'économie est que nous pouvons produire et distribuer ce que nous avons besoin pour vivre et pour bien vivre comme des individus et comme des communautés - de la nourriture, des vêtements et un abri, surtout, mais aussi la santé, la culture et les loisirs, et même les moyens collectifs (infrastructures, les

équipements et les institutions) par lequel nous pouvons assurer la viabilité du système. Cela semble plein de bon sens, mais nous avons vu comment le capitalisme met le profit sur le besoin de prendre des décisions sur ce qu'il faut produire, comment le produire, et quelle quantité produire à des résultats dévastateurs comme on le voit dans les contrastes extrêmes entre les quartiers scandaleusement riches et de vastes bidonvilles coincés dans une pauvreté abjecte.

Les capitalistes sont capables de poursuivre de telles décisions d'affaires égarées mais rentables parce qu'ils contrôlent les moyens de production de base (en particulier dans la haute finance et l'industrie), tandis que la grande majorité des gens sont laissés avec seulement des moyens de subsistance marginaux. Les monopoles financiers et industriels sont en mesure de déterminer les modes de production et de consommation qui affectent des centaines de millions de personnes à travers leur contrôle des ressources productives et naturelles.

Cette structure inégale de la propriété est derrière la dynamique de profit qui apporte la destruction de l'environnement, ainsi que l'exploitation, l'inégalité, la pauvreté de masse, et l'oppression.

Par conséquent, pour transformer la production qui répond aux besoins et aux intérêts larges à long terme de la majorité des gens dans toutes les sociétés, la propriété et le contrôle des moyens de production doit être démocratisé. La gamme de régimes de droits de propriété doit se déplacer résolument loin d'une emphase écrasante sur les droits de propriété privée et orientée vers les capitalistes vers des formes d'appropriation de propriété et de contrôle ou de gestion plus démocratiques, coopératifs et basées sur les communautés.

Dans le même temps, les pays et les peuples de l'hémisphère Sud, qui constituent l'essentiel de la population du monde, devrait reprendre le contrôle souverain de leurs ressources productives et naturelles et de les dissocier des structures du capitalisme monopoliste afin de les utiliser pour leur développement autodéterminé.

Les pays agraires et les communautés agricoles peuvent le faire en brisant le contrôle monopoliste de géants de l'agroalimentaire et des grands propriétaires terriens de la terre, l'eau, les semences et les animaux d'élevage, les sources d'énergie, et d'autres apports et actifs productifs.

Grâce à des réformes agraires et rurales connexes, ces ressources doivent être redistribuées à ceux qui les rendent réellement productives, ou ceux qui dépendent de la subsistance. Les principaux bénéficiaires de ces réformes devraient être la masse des petits producteurs, l'accent étant mis sur les femmes, les populations autochtones et d'autres secteurs marginalisés. Les programmes de développement rural doivent renforcer et non affaiblir ces réformes. La production alimentaire doit être principalement destinée à répondre aux besoins des communautés locales et de l'autosuffisance nationale. L'accès à la nourriture doit être fondé sur le droit absolu à la nourriture de chaque personne – des aliments qui sont nutritifs, sains, culturellement appropriée, et abordable.

Résister et éventuellement briser le contrôle monopolistique de l'agro-STN permet aux pays et aux communautés de s'écarter d'un système de production alimentaire et agricole industriel orienté vers le profit vers la production agro-écologique, qui privilégie la réalisation de la sécurité alimentaire et de l'autosuffisance, la création d'emplois en milieu rural et les réunions de demandes des industries nationales et des ménages, tout en assurant la durabilité à travers la pratique des principes écologiques.

Les systèmes de titres de propriété et l'utilisation des terres égalitaires et coopératives devraient être promues pour assurer le contrôle collectif et l'utilisation écologiquement durable des terres, de l'eau, des pâturages, des forêts et des ressources marines par les agriculteurs, les pêcheurs, les éleveurs, et les communautés locales d'économie mixte. Assurés d'une sécurité d'occupation à des ressources, les agriculteurs et d'autres petits producteurs peuvent mieux prendre soin de la terre et de ses ressources, la conservation de sa biodiversité et la protection de la santé à long terme des écosystèmes.

De même, la poignée de grandes entreprises sur les principaux leviers de l'économie tout entière, en commençant par les industries et les services stratégiques, doit être brisée.

En particulier, le secteur de l'énergie (de l'extraction à la production à la distribution) -qui est essentiel à l'économie et à l'environnement aussi - devrait principalement être de propriété publique. Cette propriété permettrait au public d'exercer un contrôle démocratique sur la refonte des systèmes énergétiques existants, principalement basée sur les combustibles fossiles, la fission nucléaire et les grands barrages hydroélectrique - vers des systèmes

énergétiques durables et généralement à échelle réduite hydroélectriques. Sur cette base, les collectivités peuvent choisir parmi un mélange de sources d'énergie renouvelables et plus gérables comme l'énergie solaire, éolienne, géothermique, mini centrales hydroélectriques, l'énergie des vagues, et la biomasse, tout en favorisant une consommation moindre et une plus grande efficacité énergétique.

La propriété publique sera également la base pour le développement et la promotion de systèmes de transport de différentes échelles appropriées variées et le transport long-courrier par terre, air et mer, aux services de transport de courte portée dans une région, métropole ou une région rural, en mettant l'accent sur la masse du transport. L'industrie automobile devrait être pris en charge immédiatement par l'Etat et le secteur des transports entier devrait être réglementé pour décourager les ressources inefficaces et la pollution provenant des véhicules privés, tout en encourageant les systèmes de transport personnels qui utilisent l'énergie propre et prend des empreintes plus petites. Cela aidera à décongestionner les routes, à améliorer la santé, à diminuer les émissions de carbone, et à libérer des ressources précieuses pour des usages plus importants.

Le secteur de la finance est un autre secteur stratégique qui doit être immédiatement placé sous contrôle public, seulement pour enrayer la spéculation financière et resubordonner les finances pour les besoins de l'économie réelle. En mettant les banques sous contrôle public, les ressources financières peuvent être rationnellement redirigées vers des investissements dans les services sociaux d'urgence nécessaires (santé publique, éducation et logement décent) ainsi que des investissements dans les énergies renouvelables, les transports publics, l'agriculture durable, et la fabrication à faible carbone.

4. Qu'appelle-t-on une vie durable et comment faire le changement ?

Le passage à un mode plus écologiquement durable et socialement équitable du mode de production implique une redéfinition du développement humain loin du paradigme dominant qui assimile le bien-être avec plus de richesse et une plus grande consommation. Dans le système capitaliste mondial, dans lequel des milliards de personnes ont été habituées à dépendre du marché et à jouer le jeu des consommateurs pour satisfaire leurs besoins de base, la surconsommation, l'argent et les matières premières deviennent des remplacements au le bien-être. En exploitant les gens, le capitalisme les

emmène également dans une chasse à l'argent et aux biens de consommation sans fin, avec "le bien-être, le succès et la liberté», comme le pot d'or promis à la fin de l'arc en ciel.

Les entreprises qui produisent des biens et qui fournissent un service, les détaillants qui offrent des ventes en solde, les annonceurs et les médias de masse qui définissent de nouvelles modes et des goûts, et les banques qui offrent des prêts pour les gens pour faire grimper leur pouvoir d'achat - tout cela encourage une soif insatiable des consommateurs sur la même voie, pour les plus jeunes et les plus «cools», en particulier dans les pays les plus riches du Nord. Cela signifie une plus grande prodigalité, un épuisement plus rapide des ressources, et des déchets que l'on peut moins gérer, sans arriver à satisfaire l'humain de manière significative. En effet, la frénésie de consommation, comme une dépendance destructrice, conduit à des résultats très opposés, comme on le voit dans les problèmes sociaux, allant de l'obésité aux maisons inoccupées, aux bennes débordantes à des émeutes de voleurs à l'étalage, de blocages de la circulation aux modes décadentes.

Une ligne de base minimum de bien-être matériel est indispensable. Mais il y a aussi un optimum. Les gens ont un seuil naturel de la consommation; ils ne peuvent consommer autant de nourriture, porter autant de vêtements, et utiliser trop d'équipements sur une journée. En d'autres termes, les besoins matériels individuels sont satiables et peuvent donc être satisfaits de manière durable.

Dans un système social alternatif fondé sur la durabilité et l'équité, dans lequel les besoins réels des personnes sont prioritaires, la réalisation du bien-être va au-delà de la production et de la fourniture du bien-être matériel. L'objectif plus élevé devient le développement des potentiels humains, à travers l'éducation, la culture, et la participation à la vie communautaire. Lutter pour le développement humain signifie faire un effort plus conscient et collectif pour équilibrer les indicateurs quantitatifs qualitatifs, et des aspects matériels et les aspects du bien-être culturels, sociaux et spirituels. Cette approche fondamentalement différente impose moins de demande sur la capacité de charge de la planète; dans le même temps, il fournit une base plus profonde et plus durable pour l'épanouissement humain et le développement.

Les défis et les voies pour parvenir à une vie durable diffèrent de pays en pays, mais surtout entre le Nord mondial et le Sud mondial.

Dans les pays industrialisés avancés, le développement économique a atteint le point où les niveaux de production et de consommation ont depuis longtemps dépassé les besoins réels de leur population. Et pourtant, un grand nombre de personnes dans le Nord sont au chômage ou sous-employés et qui n'ont pas accès à une bonne éducation, aux soins de santé, au logement et autres besoins de base, d'où la popularité du slogan "Nous sommes les 99%". Il montre que la pauvreté persistante obtient de la distribution irrationnelle de ressources plutôt que de faible capacité productive. En fait, la surproduction et la surconsommation est un réel problème dans ce contexte.

Par exemple, dans une étude des indicateurs économiques et sociaux dans 20 économies riches, les épidémiologistes Richard Wilkinson et Kate Pickett⁵ ont constaté que les mesures de bien-être ou de bonheur n'augmentent plus avec la croissance économique. En fait, certains indicateurs tels que le taux de dépression et d'anxiété ont augmenté au cours des cinquante dernières années. Les auteurs ont conclu que les niveaux de consommation personnels et l'accumulation de matière augmentent au-delà d'un niveau approximatif de confort satisfaisant et de sécurité, un sentiment de bonheur et de bien-être ne cesse d'avancer à la même vitesse et peut en fait diminuer en raison de l'augmentation des niveaux de stress .

Comme un autre analyste, "pour les sociétés qui adhèrent maintenant aux images médiatisées de "la bonne vie" basée sur la surconsommation de produits, de nouvelles stratégies pour l'utilisation de moins de ressources, moins d'accumulation et des normes plus modestes de la vie sont aussi devenus des arguments pour une plus grande satisfaction personnelle, moins de stress, plus de temps pour la famille, l'amitié, la nature, la créativité, les loisirs qui sont tous aujourd'hui en pénurie. Réellement, parmi les sociétés actuellement surconsommatrices, moins serait plus.»⁶

Dans l'étude de Wilkinson et Pickett, ils ont constaté que parmi les pays riches, une plus grande égalité est la clé de l'amélioration de la qualité de vie plutôt que de croissance économique plus forte. Une implication claire est que dans les pays industrialisés avancés, le développement humain durable nécessite une redistribution majeure des ressources tant au sein de ces pays et vers les pays les moins développés du Sud. En d'autres termes, le défi du Nord est de savoir comment ils peuvent réduire la consommation de ressources dans des limites durables et dans le contexte de la réalisation réelle de l'égalité sociale.

Pendant ce temps, dans le Sud de la planète, seule une infime minorité de la population bénéficie des normes matérielles de vie comparables à celles des classes moyennes ou supérieures dans le Nord. La grande majorité souffre de conditions déshumanisantes de la faim, la pauvreté, le chômage, l'itinérance, le manque d'accès aux services essentiels, l'insécurité et la violence. Ainsi, alors que la croissance débridée, l'industrialisation téméraire, et le consumérisme aveugle conduisent à la crise écologique mondiale, les pays sous-développés sont toujours confrontés au défi de développer leurs capacités de production dans l'agriculture, l'industrie et les services publics clés, afin de fournir les biens et services matériels pour obtenir les besoins de base de leurs populations, et sans dépendre des capitaux étrangers, de l'échange inégal, des prêts injustes, et de l'aide liée.

Les pays pauvres ont besoin de développer la production agricole pour nourrir leurs populations, créer suffisamment d'emplois en milieu rural, des moyens de subsistance et des revenus, produire des apports de matières premières pour l'industrie, augmenter le pouvoir d'achat et générer des surplus pour le réinvestissement. Ils ont besoin de développer des industries pour produire des biens et services de consommation de base ainsi que pour fournir des biens et des services de producteur (machines, pouvoir, biens intermédiaires, et ainsi de suite) pour l'industrie, l'agriculture, les services publics et les services.

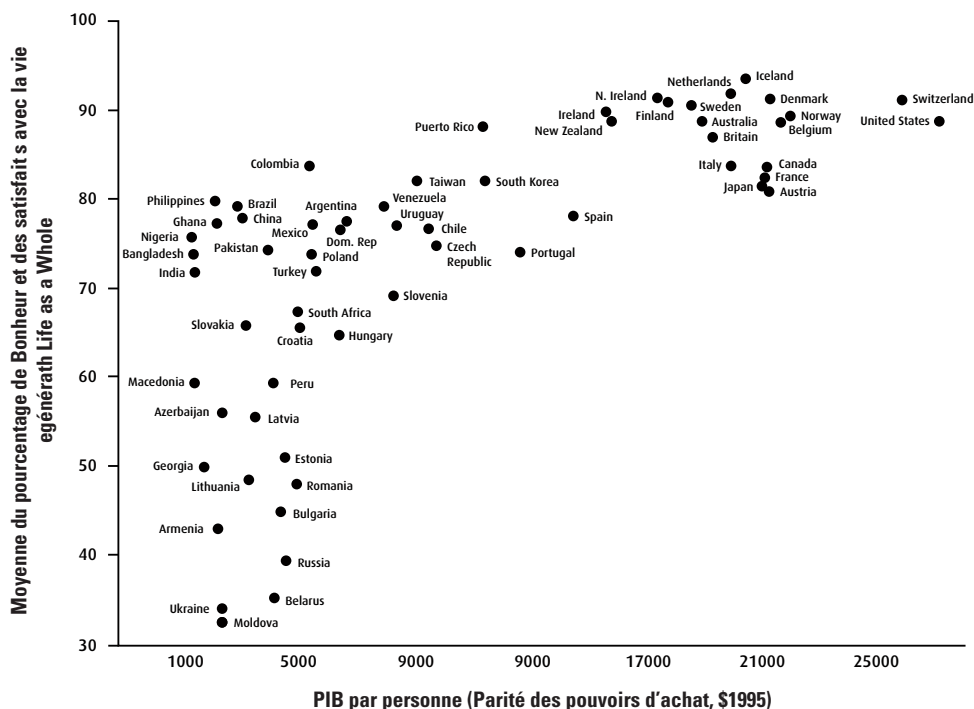
Avec une agriculture développée à la base, l'industrialisation nationale globale va créer beaucoup d'emploi, accroître encore plus la puissance d'achat de la population, et augmenter l'économie globale économique, technologique, scientifique, culturelle, la gouvernance du pays, et la capacité militaire. À tout le moins, une industrie et une agriculture équilibrée et en développement actif devrait immédiatement accroître la capacité de la nation de développer les capacités à fournir des services essentiels comme la santé, l'éducation, le logement, les travaux publics, les transports publics et les communications.

En d'autres termes, le développement économique des pays mondiaux du Sud doit nécessairement se traduire par l'augmentation des niveaux de production et de consommation par rapport à maintenant. Ce serait inévitablement un impact sur l'environnement naturel. Il doit être traité non pas comme un problème de post-développement, mais construit dans le programme de développement durable de chaque pays.

Les pays pauvres ne doivent donc pas choisir entre l’environnement et le développement industriel. Au contraire, ils doivent se lancer dans une voie alternative de développement économique qui contourne les dislocations sociales brutes et les abus environnementaux associés à la voie capitaliste du Nord de l’industrialisation. Une telle voie alternative doit aussi éviter de simplement faire l’auto-stop devant un train fou de la mondialisation néolibérale, qui a empiré presque chaque échec et vulnérabilité du système capitaliste.

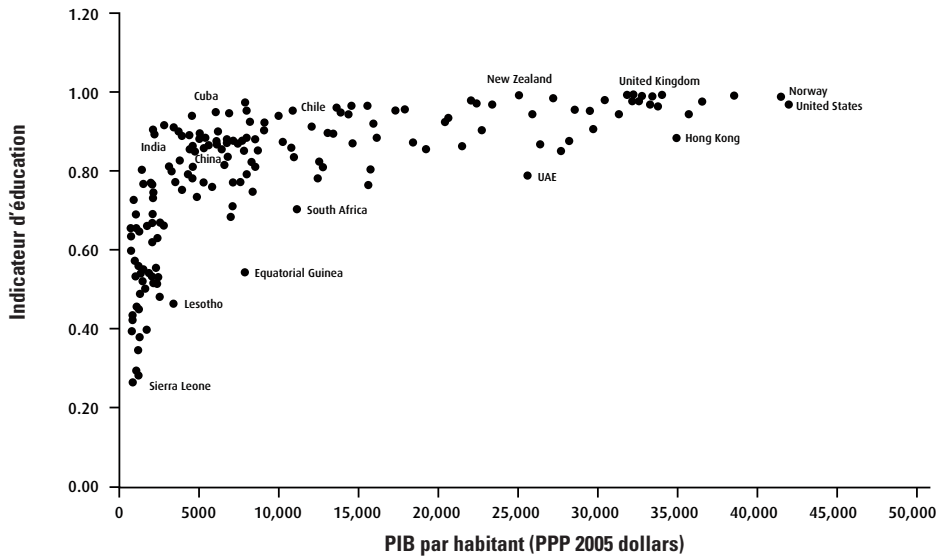
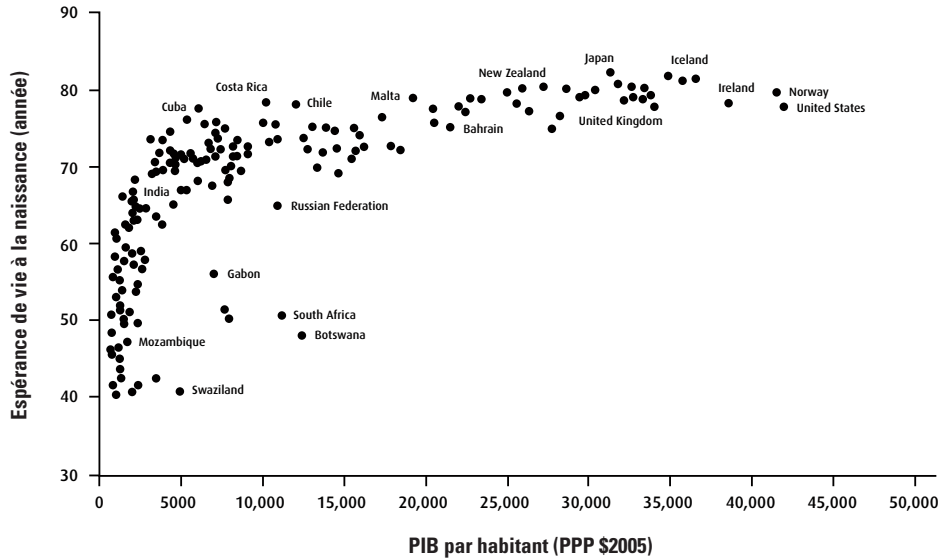
Pour résumer, les pays pauvres et riches doivent suivre une voie de développement alternatif qui ne repose pas sur l’exploitation des travaux des gens et sur l’épuisement des ressources de la planète, mais plutôt une voie celui qui est vraiment durable, équitable et solidaire avec la nature.

Au-delà d’un certain point, les augmentations dans les revenus cessent de se traduire par des améliorations proportionnelles dans le bien-être.



Source: Tim Jackson, Prosperity without growth? Transition to a sustainable economy, (Commission de développement durable, 2010)

Au-delà d'un certain point, les augmentations dans les revenus cessent de se traduire par des améliorations proportionnelles dans le bien-être (suite).



Source: Tim Jackson, Prosperity without growth? Transition to a sustainable economy, (Commission de développement durable, 2010)

PARTIE 3

Rôle clé des mouvements sociaux dans le changement du système

1. Quel est le rôle général des mouvements sociaux dans la société ?

Les mouvements sociaux sont des catalyseurs concentrés du changement social.

L'existence même - en fait, la persistance et la prolifération - des mouvements sociaux dans les deux derniers siècles, période qui représente également l'apogée du capitalisme, est assez révélateur du fait que le monde longtemps dominé par ce système économique a de plus en plus besoin d'un changement radical de système.

D'une part, les mouvements sociaux expriment un degré marqué de mécontentement parmi le peuple que les institutions et les processus de l'Etat établis ne peuvent plus y trouver remède. Cependant, d'autre part, ces mouvements indiquent également que les gens attendent que leurs problèmes puissent être résolus et que leurs aspirations soient satisfaites par leur propre initiative et leurs canaux d'action qu'ils définissent eux-mêmes.

Dans le monde moderne, cela signifie généralement qu'il faille canaliser les initiatives locales et populaires entre les communautés, les lieux de travail, les écoles, et de plus en plus, les sites en ligne, et les façonner en actions coordonnées aux niveaux supérieurs (infranationales, nationales et internationales). Ces actions sont généralement destinées à influencer les décisions et les actions de l'Etat, des entreprises, des organismes multilatéraux et d'autres institutions puissantes dans la société.

Les mouvements sociaux se réfèrent donc à des activités organisées et soutenues par un grand nombre de personnes sur un ensemble spécifique de problèmes sociaux, d'agendas de réforme politique, de liste des demandes concrètes, ou des projets sociaux communs. En apparence

ou, idéalement, un mouvement social représente les intérêts communs d'un groupe majeur dans la société, tire son mandat et les effectifs de masse de ce groupe, qui devient ainsi sa circonscription.

Dans le même temps, à l'avant-garde ou au cœur d'un tel mouvement, c'est généralement une organisation ou un réseau de groupes organisés, qui tend la main à sa circonscription par des campagnes d'information et d'éducation, le plaidoyer politique et des campagnes de lobbying, ainsi qu'un répertoire d'actions directes de masse.

Les mouvements sociaux existent depuis que les États ont accepté que leurs peuples aient une certaine marge de manœuvre dans l'action politique indépendante. Dans le même temps, les mouvements sociaux peuvent atteindre un point où ils deviennent un défi pour l'Etat et un catalyseur pour le changement de système. Rappelez-vous certains mouvements millénaristes, du début du christianisme lui-même, des clubs politiques de Paris avant la Révolution française, la résistance contre la fraude fiscale aboutissant à la Boston Tea Party, les Luddites, les syndicats, et bien d'autres. Tous ont pris le caractère de mouvements sociaux durant de nombreuses années. Ils ont gagné en puissance, et finalement ont joué un rôle majeur dans les bouleversements sociaux qui ont transformé radicalement les sociétés à travers les continents.

Les mouvements sociaux gravitent finalement vers un modèle de développement ou d'un paradigme cohérent avec leur cadre pour le changement social ou des plates-formes de plaidoyer et également acceptable à leurs circonscriptions. Ils développent également un sens de la manière dont ils peuvent réussir à diriger ou à influencer le changement social tel qu'il se déroule. Cette feuille de route, pour ainsi dire, doit inclure des stratégies pour relever les institutions dominantes de la gouvernance et des politiques - l'État, les organismes multilatéraux, les entreprises, et même les médias.

2. Quelles sont les rôles actuels du mouvement social dans le changement du système?

Ces dernières années ont vu une vague massive de l'action citoyenne dans de nombreux pays, à la fois du Nord et du Sud. Les actions les plus durables et cohérentes ont appelé explicitement ou implicitement au changement du système, sur le postulat clair que le système actuel a été un échec en termes de résolution de la crise multi-dimensionnée sociale et écologique. La plupart de ces actions sont en fait l'extrémité des mouvements sociaux de longue date soutenu par des associations de fermiers, de syndicats, de jeunes urbains et de groupes et réseaux de femmes, des peuples autochtones et d'autres minorités, des groupes confessionnels, et de plus en plus, par les parlementaires et partis politiques.

Partout en Europe et en Amérique du Nord, les mouvements sociaux généraux (le mouvement Occupy ou le mouvement "Nous sommes les 99%" aux États-Unis, le mouvement des Indignados et des groupes similaires en Europe) organisent des manifestations gigantesques, des grèves générales de travailleurs, des occupations de places publiques et autres manifestations. Ils se concentrent sur les mesures d'austérité de leur gouvernement, du chômage élevé, des inégalités sociales, de la puissance excessive des entreprises, et des systèmes politiques corrompus.

Dans les pays du Sud, des mouvements sociaux encore plus persistants dirigent également une large gamme d'actions citoyennes, même si la plupart d'entre eux n'ont pas été aussi renommés et considérablement couverte par les médias. Durant les deux dernières années, parmi les plus importants, il y a eu les soulèvements arabes de printemps et les manifestations, les grèves générales en Asie du Sud, et des manifestations massives d'étudiants au Chili. Les paysans et le militantisme des travailleurs bouillonnent continuellement dans de nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, dont la Chine.

Les manifestations de ces personnes sont des présages de mouvements d'action démocratique et sociale de plus en plus soutenus et plus gros dans les prochaines années. Ces manifestations expriment non plus seulement des réponses instinctives à la crise, mais portent de plus en plus sur une compréhension plus profonde de la crise et une vue plus sensible à la nécessité du changement social. Ainsi, les mouvements sociaux doivent continuer à lier et à combiner les enjeux et les luttes des peuples vers une plateforme

intégrée préconisant non seulement les réformes environnementales, sociales et économiques spécifiques, mais l'ensemble du changement de système.

Les mouvements sociaux apparaissent souvent comme si elles s'étaient multipliées durant la nuit, comme si les mêmes idées avaient soudainement au même moment dans l'esprit de millions de personnes, ou grâce aux outils de médias sociaux d'Internet. Cela est certainement dû au nombre de rapports de presse qui semblent représenter le Printemps arabe ou le mouvement d'occupation. Mais cela est trompeur. Tout au long des années, les mouvements sociaux les plus prévoyants et persévérants ont poussé en avant leurs visions et programmes alternatifs de transformation sociale à travers des efforts inlassables dans l'organisation et la mobilisation de leurs circonscriptions. Plus de mouvements sociaux devraient commencer ou continuer à le faire, si elles ne l'ont pas encore fait.

Les plateformes ou les agendas sont définis par les circonscriptions. Les travailleurs gravitent naturellement vers les questions et les demandes syndicales, les petits paysans vers la réforme agricole, et ainsi de suite. Mais dans le même temps, les principales organisations doivent s'engager davantage dans la recherche scientifique et sociale, le discours constructif, et les débats critiques, mais également chercher des points d'accord avec d'autres groupes organisés, vers une compréhension plus complète et un consensus sur la modification du système. En fin de compte, les plateformes ou les agendas peuvent également transformer les circonscriptions, ce qui est une avancée cruciale en tant que mouvements sociaux qui deviennent des mouvements politiques.

Dans le processus, les mouvements plus sociaux doivent engager activement les gouvernements, les entreprises et les autres institutions de gouvernance au niveau national - exerçant alors l'opposition et la pression politique pour atteindre des réformes politiques tout en promouvant activement des alternatives concrètes que les gens peuvent déjà commencer à partir de zéro.

Il y a des pays qui ont longtemps résisté à l'intimidation des pouvoirs néocoloniaux et qui ont persisté dans la construction d'alternatives au capitalisme en partant de loin, comme Cuba. Même si ces pays se débattent également avec leurs propres imperfections et leurs problèmes de transition, ils sont de plus en plus considérés par les autres États et les mouvements

sociaux comme des premières lignes dans la poursuite de changement de système. Les États-nations, tant individuellement que dans les processus multilatéraux mondiaux, doivent en effet être de plus en plus remis en question sur la reconnaissance de la nécessité d'un changement de système et le rôle positif des mouvements sociaux.

En dernière analyse, cependant, tous les mouvements sociaux doivent comprendre qu'ils ne peuvent pas espérer réformer le système capitaliste crises en proie simplement en mettant en place des améliorations, morceau par morceau – comme si c'était simplement pour rénover une maison tout en gardant ses fondations et ses structures de base intactes. Les capitalistes monopolistes et leurs mécanismes politiques ne permettront pas facilement au système discrédité de s'effondrer. Face à la violence contre ses propres citoyens des États à grande échelle, les mouvements sociaux peuvent n'avoir d'autre choix que de devenir les précurseurs de la révolution sociale, comme cela est déjà arrivé et se passe dans de nombreux pays.

Au contraire, les mouvements sociaux, notamment ceux qui représentent les populations pauvres et marginalisées et qui comprennent la plus grande majorité des gens dans la plupart des pays, doivent être prêts à fusionner et intensifier leurs efforts de changement de système en abordant directement la question du pouvoir et du contrôle d'économie nationale entier. En dessinant la puissance de son peuple et de ses mouvements sociaux, chaque pays doit affirmer sa souveraineté nationale sur laquelle il peut déterminer librement son propre chemin d'auto-développement, en particulier contre les tentatives de la dernière chance par les pays impérialistes et leur leadership néolibérale pour endiguer la marée du changement social mondial.

Notes de fin

1. Thomson Prentice, "Health, history and hard choices: Funding dilemmas in a fast-changing world," Global Health Histories, World Health Organization, 2006. Presentación de Power Point. Consultado el 30 de Mayo de 2012. http://www.who.int/global_health_histories/seminars/presentation07.pdf
2. WWF, *Living Planet Report 2012* (WWF International: Gland, 2012), 8-9.
3. Johan R ockstrom et al., "A safe operating space for humanity," *Nature* (461: 472-475).
4. UN Development Program, *Human Development Report 1999: Globalization with a Human Face* (UNDP: New York, 1999).
5. Richard Wilkinson and Kate Pickett, *The Spirit Level: Why More Equal Societies Almost Always Do Better* (Allen Lane, 2009).
6. Robert Costanza, "A New Development Model for a 'Full' World," *Development* 52, no. 3 (2009): 369-376.

